

Distribution limitée

WHC-2001/CONF.205/3B
Paris, le 15 juin 2001
Original : anglais/français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

BUREAU DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL
Vingt-cinquième session

Paris, Siège de l'UNESCO, Salle X
25 - 30 juin 2001

Point 4.2 de l'ordre du jour provisoire : Approbation du rapport du Comité sur ses activités en 2000-2001 à soumettre à la trente et unième session de la Conférence générale de l'UNESCO

Résumé

Source : Article 29.3 de la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*.

Antécédents : Le Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel a été établi par la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session, le 16 novembre 1972.

Ce rapport sera soumis à la trente et unième session de la Conférence générale par le Comité du patrimoine mondial, conformément à l'article 29.3 mentionné ci-dessus qui précise que « Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. »

But : Ce rapport fournit des informations sur les principales activités de la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* depuis la douzième session de l'Assemblée générale des Etats parties à la Convention du patrimoine mondial tenue en octobre 1999.

Action requise : Il est demandé au Bureau d'approuver ce rapport pour soumission à la trente et unième session de la Conférence générale de l'UNESCO en octobre/novembre 2001.

Le Centre du patrimoine mondial s'efforce d'améliorer le format des documents. Veuillez transmettre par écrit au Centre tous commentaires et suggestions de nouvelles améliorations.

I. COMPOSITION ET FONCTIONS DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Nombre d'Etats parties à la *Convention du patrimoine mondial* :

1. Le 1^{er} octobre 1999, il y avait **157** Etats parties. Le 6 juin 2001, leur nombre était passé à **164**.

Nouveaux Etats parties depuis octobre 1999

Région	Etat partie	Date
Europe	Israël	06/10/99
Afrique	Namibie	06/04/00
Pacifique	Kiribati	12/05/00
Afrique	Comores	27/09/00
Afrique	Rwanda	28/12/00
Pacifique	Niue	23/01/01
Etats arabes	Emirats arabes unis	11/05/01

2. La liste des Etats parties est disponible au Centre du patrimoine mondial sur demande¹.

Membres du Comité du patrimoine mondial :

3. La douzième Assemblée générale des Etats parties (1999) a élu **sept nouveaux** membres du Comité (figurant en *italique*).

Composition du Comité du patrimoine mondial

Membre du Comité	Mandats	Durée du mandat actuel
<i>Afrique du Sud</i>	1999-2005	jusqu'en 2005
Australie	1976-1983; 1983-1989; 1995-2001	jusqu'en 2001
<i>Belgique</i>	1999-2005	jusqu'en 2005
Bénin	1995-2001	jusqu'en 2001
Canada	1976-1978; 1985-1991; 1995-2001	jusqu'en 2001
<i>Chine</i>	1991-1997; 1999-2005	jusqu'en 2005
<i>Colombie</i>	1989-1995; 1999-2005	jusqu'en 2005
Cuba	1987-1993; 1995-2001	jusqu'en 2001
<i>Egypte</i>	1976-1983; 1991-1997; 1999-2005	jusqu'en 2005
Equateur	1976-1980; 1995-2001	jusqu'en 2001
Finlande	1997-2003	jusqu'en 2003
Grèce	1985-1991; 1997-2003	jusqu'en 2003
Hongrie	1997-2003	jusqu'en 2003
<i>Italie</i>	1978-1985; 1987-1993; 1993-1999; 1999-2005	jusqu'en 2005
Malte	1995-2001	jusqu'en 2001
Maroc	1995-2001	jusqu'en 2001
Mexique	1985-1991; 1991-1997; 1997-2003	jusqu'en 2003
<i>Portugal</i>	1999-2005	jusqu'en 2005
République de Corée	1997-2003	jusqu'en 2003
Thaïlande	1989-1995; 1997-2003	jusqu'en 2003
Zimbabwe	1997-2003	jusqu'en 2003

¹ La liste des Etats parties est également disponible sur l'Internet à : <http://www.unesco.org/whc/fr/etatlist.htm>

Membres du Bureau du Comité du patrimoine mondial

4. D'octobre 1999 à décembre 2000

Président : Mr Abdelaziz Touri (Maroc)
Vice-Présidents : Australie, Grèce, Hongrie, Mexique, Zimbabwe
Rapporteurs : Mme Anne Lammila (Finlande)² et M. Kevin Keeffe (Australie)³

Depuis décembre 2000

Président : M. Peter King (Australie)
Vice-Présidents : Canada, Equateur, Finlande, Maroc, Thaïlande
Rapporteur : M. Dawson Munjeri (Zimbabwe)

Réunions statutaires du patrimoine mondial

5. Pendant la période considérée pour l'établissement du rapport, dix réunions statutaires du patrimoine mondial auront été organisées.

Session des réunions	Lieu	Dates
4 ^e session extraordinaire du Comité	Paris, France	30 octobre 1999
23 ^e session extraordinaire du Bureau	Marrakech, Maroc	26-27 novembre 1999
23 ^e session du Comité	Marrakech, Maroc	29 novembre - 4 décembre 1999
24 ^e session du Bureau	Paris, France	26 juin -1 ^{er} juillet 2000
Session spéciale du Bureau	Budapest, Hongrie	3-4 octobre 2000
24 ^e session extraordinaire du Bureau	Cairns, Australie	23-24 novembre 2000
24 ^e session du Comité	Cairns, Australie	27 novembre-2 décembre 2000
25 ^e session du Bureau	Paris, France	25-30 juin 2001
13 ^e Assemblée générale des Etats parties	Paris, France	30-31 octobre 2001
5 ^e session extraordinaire du Comité	Paris, France	1 ^{er} novembre 2001

Equipe spéciale sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial

6. Le Comité, à sa vingt-troisième session (1999), a créé une Equipe spéciale, présidée par Mme Christina Cameron (Canada), pour définir les mesures pratiques d'un fonctionnement plus efficace de la *Convention*. Cette Equipe spéciale s'est attachée à trouver les moyens d'améliorer :

- L'organisation et la direction des réunions statutaires
- Les procédures de prise de décisions
- La gestion de l'information et des documents

7. Suite aux débats de la session spéciale du Bureau en octobre 2000, une étude de faisabilité et un projet de création de sous-comités ont été rédigés et présentés, en même temps

² 23^e session extraordinaire du Bureau et 24^e session du Bureau.

³ Session spéciale du Bureau (Budapest) et 24^e session extraordinaire du Bureau.

que le rapport de l'Equipe spéciale, à la vingt-quatrième session du Comité en novembre/décembre 2000.

8. Le Comité a décidé plusieurs mesures de réforme, y compris :

- La révision du calendrier et du cycle des réunions du patrimoine mondial de juin/novembre à avril/juin à partir de 2002
- La mise en place d'un système de prise de décisions utilisant les points A et B (points A : points qui ont fait l'objet d'un consensus pour adoption ; points B : points nécessitant une discussion par le Comité)
- La mise en place d'un budget biennal pour le Fonds du patrimoine mondial, afin de l'harmoniser avec le cycle budgétaire de l'UNESCO
- Des réformes du système de documentation statutaire et des améliorations de la communication entre le Centre du patrimoine mondial et le Comité
- Une modification de la date limite de réception des nouvelles propositions d'inscription, qui passe du 1^{er} juillet au 1^{er} février. Pendant la période transitoire, on suivra le calendrier suivant :

Propositions d'inscription reçues avant le	Pour examen par le Bureau en	Pour examen par le Comité en
1 ^{er} juillet 2000	juin/juillet 2001	décembre 2001
31 décembre 2000 ⁴	avril 2002	juin 2002
1 ^{er} février 2002	avril 2003	juin 2003
1 ^{er} février 2003	avril 2004	juin 2004

Révision des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial

9. Sur la base des recommandations de la *réunion internationale d'experts sur la révision des Orientations*, Cantorbéry, Royaume-Uni (10-14 avril 2000), le Comité a décidé à sa vingt-quatrième session que les *Orientations* seraient restructurées et présentées sous une forme plus accessible. Le texte révisé des *Orientations* comportera pour la première fois une section regroupée sur la protection et la conservation des biens du patrimoine mondial. Les *Orientations* révisées seront soumises à la vingt-cinquième session du Comité du patrimoine mondial en 2001 pour adoption.

Représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial

10. Pour répondre à la résolution de la douzième Assemblée générale des Etats parties (octobre 1999) et aux débats de la vingt-troisième session du Comité (1999), un Groupe de travail sur la représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial a été créé lors d'une réunion des Etats parties tenue au siège de l'UNESCO le 21 janvier 2000. S. Exc. M.

⁴ Les propositions d'inscription dûment complétées reçues par le Centre du patrimoine mondial avant le 31 décembre 2000 seront étudiées avec les propositions différées ou renvoyées, issues des réunions précédentes, ainsi que les modifications des limites de sites déjà inscrits. Le Comité pourrait également décider d'étudier, en cas d'urgence, les situations prévues au paragraphe 67 des *Orientations*.

Jean Musitelli, Ambassadeur et Délégué permanent de la France auprès de l'UNESCO en a été nommé Président. Quatre réunions se sont tenues à l'UNESCO entre février et avril 2000.

11. En résumé, le Groupe de travail a adopté trois recommandations en vue d'assurer une représentation équitable au sein du Comité du patrimoine mondial :

- (i) réduire à quatre ans le mandat actuel des membres du Comité du patrimoine mondial,
- (ii) et en même temps faire passer à vingt-huit le nombre actuel des membres du Comité du patrimoine mondial,
- (iii) répartir un nombre déterminé de sièges à des groupes d'Etats parties, tout en laissant un certain nombre de sièges disponibles pour des élections libres.

12. Les recommandations du Groupe de travail ont ensuite été débattues par la session spéciale du Bureau (octobre 2000) et la vingt-quatrième session du Comité (Cairns, 2000). En conséquence, un Projet de résolution doit être présenté à la treizième Assemblée générale des Etats parties (6-7 novembre 2001) (voir Annexe III de WHC-2001/CONF.205/3A ou WHC-2001/CONF.206/5).

II. LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

Propositions d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial

13. A partir des propositions d'inscription soumises par les Etats parties conformément à l'article 11 de la *Convention*, le Comité du patrimoine mondial a inscrit **109** nouveaux biens sur la Liste du patrimoine mondial depuis son dernier rapport à la Conférence générale.

Région	Nouveaux biens culturels	Nouveaux biens naturels	Nouveaux biens mixtes	Total
Afrique	5	1	1	7
Amérique latine/Caraïbes	14	10	0	24
Asie/Pacifique	15	5	1	21
Etats arabes	1	0	0	1
Europe/Amérique du Nord	50	5	1	56
Total	85	21	3	109

14. Le nombre total de biens sur la Liste du patrimoine mondial au 1^{er} janvier 2001 s'élevait à **690 (529 biens culturels, 138 biens naturels et 23 biens mixtes)**.

15. Un exemplaire de la Liste du patrimoine mondial est disponible au Centre du patrimoine mondial sur demande.⁵

Listes indicatives

16. L'article 11 de la *Convention* et les paragraphes 7 et 8 et l'Annexe I des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial* demandent aux Etats

⁵ WHC.2001/3, janvier 2001. Sur l'Internet à : <http://www.unesco.org/whc/fr/patrimoi.htm>

parties de dresser un « inventaire » des biens qu'ils ont l'intention de proposer pour inscription au cours des cinq à dix années suivantes pour permettre au Comité d'évaluer dans le contexte le plus large possible la « valeur universelle exceptionnelle » de chaque bien proposé pour inscription sur la Liste. Ces listes intitulées « listes indicatives » aident également le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et l'Union mondiale pour la nature (UICN) à évaluer les nouvelles propositions d'inscription.

17. Au 6 juin 2001, **119** Etats parties sur 164 avaient soumis des listes indicatives de biens culturels, naturels et mixtes, soit une augmentation de **12%** depuis la dernière Conférence générale en 1999.

Moyens d'assurer une Liste du patrimoine mondial représentative

18 Pour répondre à la résolution concernant les « *Moyens d'assurer une Liste du patrimoine mondial représentative* » adoptée par la douzième Assemblée générale des Etats parties et aux délibérations sur cette question à la vingt-troisième session du Comité, un Groupe de travail sur la représentativité de la Liste du patrimoine mondial a été créé lors d'une réunion des Etats parties tenue à l'UNESCO le 21 janvier 2000. S. Exc. M. Olabiyi B.J. Yai, Ambassadeur et Délégué permanent du Bénin auprès de l'UNESCO, a été nommé Président du Groupe de travail.

19. Ce Groupe de travail s'est réuni quatre fois entre janvier et avril 2000 et il a préparé plusieurs recommandations sur le rôle et l'utilisation des listes indicatives, les priorités à donner lors de l'étude du grand nombre de propositions d'inscription, l'utilisation volontaire possible d'une carte de score qui comprendrait un projet de système d'indicateur de performance, et des suggestions de renforcement des capacités pour les régions sous-représentées. Après un débat plus approfondi à la session spéciale du Bureau tenue à Budapest en octobre 2000, les recommandations ont été affinées et adoptées, puis soumises par la suite à la vingt-quatrième session du Comité (Cairns, 2000) qui les a adoptées. Elles seront présentées à la treizième Assemblée générale des Etats parties (voir Annexe IV de WHC-2001/CONF.205/3A ou WHC-2001/CONF.206/6), en cinq sections :

- (i) Respect de la Convention
- (ii) Listes indicatives
- (iii) Propositions d'inscription
- (iv) Résolution de la douzième Assemblée générale, 1999
- (v) Renforcement des capacités des régions sous-représentées

Maîtrise du nombre de propositions d'inscription à étudier par le Comité chaque année

20. Suite au débat de la vingt-quatrième session du Comité (Cairns, 2000), dans un premier temps et à titre provisoire, il a été proposé qu'à la vingt-septième session du Comité en 2003, **le nombre de propositions d'inscription étudié par le Comité soit limité à un maximum de 30 nouveaux sites.**

21. Pour sélectionner les 30 nouveaux sites à étudier et aborder la question de la représentativité de la Liste du patrimoine mondial, les critères suivants seront appliqués par ordre de priorité⁶. Au cas où le nombre de propositions d'inscription reçues dépasserait le nombre maximum fixé par le Comité, le système prioritaire suivant sera appliqué chaque année par le Centre du patrimoine mondial avant que les propositions d'inscription ne soient

⁶ En proposant des sites pour inscription sur la Liste, les Etats parties sont invités à garder à l'esprit qu'il est souhaitable de parvenir à un équilibre raisonnable entre le nombre de biens du patrimoine culturel et naturel inscrits sur la Liste du patrimoine mondial (paragraphe 15 des *Orientations*)

transmises aux organes consultatifs pour évaluation, afin de déterminer quels sites doivent être proposés pour étude :

- (i) Propositions d'inscription de sites soumises par un Etat partie n'ayant pas de site inscrit sur la Liste⁷ ;
- (ii) Propositions d'inscription de n'importe quel Etat partie, qui illustrent des catégories non représentées ou moins représentées de biens naturels et culturels, en fonction des analyses effectuées par le Secrétariat et les organes consultatifs, et étudiées et approuvées par le Comité⁸ ;
- (iii) Autres propositions d'inscription.

II. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE GLOBALE

22. La *Stratégie globale pour une Liste du patrimoine mondial équilibrée et représentative* adoptée par le Comité en 1994 est mise en œuvre en veillant à ce que les biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial aient une « valeur universelle exceptionnelle » selon les termes de la *Convention* et qu'ils répondent aux critères adoptés par le Comité pour l'évaluation des biens culturels et naturels selon les indications des *Orientations*⁹ du Comité.

23. En 2000 et 2001, concernant la résolution sur les *Moyens d'assurer une Liste du patrimoine mondial plus représentative* adoptée par la douzième Assemblée générale en 1999 (voir les paragraphes 18 et 19 ci-dessus), le Comité a étudié et approuvé des plans d'action régionaux et plusieurs activités thématiques pour la mise en œuvre de la Stratégie globale. Les actions régionales et thématiques ont abouti à la préparation de nouvelles listes indicatives et ont incité à proposer l'inscription de nouveaux types de biens sur la Liste du patrimoine mondial.

24. Les recommandations du dialogue spécialisé sur les forêts du patrimoine mondial (Indonésie, 1998) ont abouti à l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de nouveaux sites de **forêts tropicales** en Bolivie, au Brésil, au Costa Rica, en Indonésie, en Malaisie, au Philippines et au Suriname. La préparation d'autres propositions d'inscription groupées (Indonésie et Madagascar) et transfrontalières (Indonésie/Malaisie) a également commencé.

25. Un dialogue global spécialisé visant à recenser les **écosystèmes tropicaux, côtiers, marins et des petites îles** susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, et à décrire les stratégies à suivre pour les propositions d'inscription a eu lieu à Palawan, Philippines, du 17 au 21 septembre 2001.

26. Afin d'assurer la représentation et la conservation de sites du **patrimoine géologique**, les activités suivantes ont été organisées :

⁷ Lors de ces évaluations et de toutes les autres propositions d'inscription, les organes consultatifs devront continuer à appliquer une évaluation stricte des critères tels que définis dans les *Orientations*.

⁸ Le Comité à sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000) a chargé les organes consultatifs et le Centre du patrimoine mondial de « procéder à l'analyse des sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et des listes indicatives sur une base régionale, chronologique, géographique et thématique. » (Rapport de la vingt-quatrième session, par. VI.2). Cette analyse constituera la base de l'identification des thèmes et catégories de patrimoine mondial sous-représentés à utiliser pour sélectionner les propositions d'inscription à étudier par le Comité chaque année.

⁹ WHC.99/2. Mars 1999. <http://www.unesco.org/whc/fr/orintoc.htm>

- *Atelier international d'experts sur le patrimoine mondial géologique*, Rio de Janeiro, Brésil (7-8 août 2000)
- *Conférence sur les sites fossilifères du patrimoine mondial*, Australie (22 septembre-1^{er} octobre 2000)

27. A ce jour, 23 **paysages culturels** de toutes régions ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial.¹⁰ Parmi les activités entreprises à cet égard :

- Rédaction d'*Orientations de gestion pour les paysages culturels* en 2000-2001, pour publication en 2002.
- Réunion sur *Les paysages culturels : concept et mise en œuvre* (Catane, Italie, 8-11 mars 2000)
- Publication et diffusion des actes du colloque intitulé *Monument - site - paysage culturel* (Wachau, Autriche, octobre 1998).

28. Le 16 janvier 2001, le Parlement européen a adopté la résolution 2000/2063 (INI) intitulée *Résolution du Parlement européen sur l'application de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel dans les Etats membres de l'Union européenne*¹¹. Cette résolution reconnaît la responsabilité de l'Union européenne – dont les Etats membres possèdent 30 % de l'ensemble des sites du patrimoine mondial – pour corriger les déséquilibres de la Liste du patrimoine mondial en recensant de nouveaux types de patrimoine et en aidant les Etats non européens à recenser et à protéger leur patrimoine. Elle renforce les dispositions de la *Convention* en demandant que l'on étudie l'impact des projets utilisant les fonds structurels communautaires avant d'approuver des projets dans les Etats membres de l'Union.

29. Un *Forum des peuples autochtones sur le patrimoine mondial* s'est tenu en même temps que la vingt-quatrième session du Comité du patrimoine mondial (Cairns, 2000). La principale recommandation du Forum portait sur la création d'un Conseil d'experts des peuples autochtones sur le patrimoine mondial (WHIPCOE). Le Comité du patrimoine mondial débatta de cette proposition en 2001.

30. En **Afrique**, les ateliers suivants ont été organisés :

- *Atelier de formation et de sensibilisation destiné aux forces de défense et de sécurité, aux professionnels du tourisme et aux collectivités locales sur la lutte contre le pillage du patrimoine naturel et culturel sur les sites du patrimoine mondial*, Niamey, Niger (mars 2000).
- Atelier régional africain destiné aux gestionnaires de sites du patrimoine mondial naturel intitulé *Partage d'expériences et construction d'une future coopération*, Pharaborwa, Afrique du Sud (septembre 2000).
- *Réunion d'experts sur l'authenticité et l'intégrité dans un contexte africain*¹², Monument national du Grand Zimbabwe, Zimbabwe (26-29 mai 2000).

¹⁰ <http://www.unesco.org/whc/exhibits/cultland/landscape.htm>

¹¹ http://www.europarl.eu.int/plenary/default_en.htm et document de recherche A5-0382/2000 ou à <http://www.unesco.org/whc/archive/eu-pv2.html>

¹² « Authenticity and Integrity in an African Context – Expert Meeting / Authenticité et Intégrité dans un contexte africain – Réunion d'experts », Galia Saouma-Forero. Actes de la réunion de Stratégie globale tenue du 26 au 29 mai 2000 au Grand Zimbabwe, Zimbabwe.

31. Pour les **Etats arabes**, le recensement et la proposition d'inscription de nouveaux sites naturels sur la Liste du patrimoine mondial est un objectif stratégique et l'atelier suivant a été organisé :

- *Atelier régional de formation et de renforcement des compétences pour favoriser la sensibilisation à la conservation du patrimoine naturel dans la région arabe*, Moscote (2000), avec la participation de la plupart des pays de la région du Golfe.

32. Le *Rapport périodique sur l'état de conservation des sites du patrimoine mondial des Etats arabes* présenté au Comité du patrimoine mondial à sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000) et les analyses des listes indicatives d'Etats parties de la région soulignent la nécessité d'études thématiques sur les paysages culturels, le patrimoine moderne et le patrimoine arabe et islamique.

33. Pour la région **Asie-Pacifique**, deux ateliers sur la patrimoine naturel ont été organisés :

- Un atelier sur l'établissement d'un plan stratégique pour améliorer la représentation des sites du patrimoine naturel et mixte en Asie orientale et du Sud-Est a été organisé par le Japon à Tokyo et sur le site du patrimoine mondial de l'île de Yakushima, Japon (février 2000).
- Un *Dialogue spécialisé sur la biodiversité de sites potentiels et inscrits au patrimoine mondial appartenant à des écosystèmes karstiques tropicaux d'Asie et du Pacifique*, Parc national du Gunung Mulu, Malaisie (25 au 30 mai 2001).

34. S'agissant du patrimoine culturel de la région Asie-Pacifique, on a adopté une approche intégrée associant des activités de Stratégie globale, des études thématiques, des analyses de listes indicatives et la soumission de rapports périodiques dans le contexte d'un cadre national de renforcement des compétences pour la conservation, la gestion et l'aménagement du patrimoine culturel. Les activités suivantes ont été réalisées :

- *Réunion d'experts sur la Stratégie globale et le patrimoine culturel d'Asie centrale*, Ashgabat et Merv, Turkménistan (11-17 mai 2000)
- *Réunion sur la Stratégie globale et la soumission de rapports périodiques concernant les biens du patrimoine culturel d'Asie du Sud-Est*, Toraja, Indonésie (24-28 avril 2001)
- Voyage d'étude en France et en Italie pour les maires de six des *Villes dotées de canaux du royaume de Wu* et pour des spécialistes des villes historiques et des paysages culturels de Chine (25 avril-15 mai 2000).
- Voyage d'étude pour des experts venant de République populaire démocratique de Corée pour visiter le site du patrimoine mondial de Stonehenge (Royaume-Uni) et de Carnac (France) (27 avril-11 mai 2000).
- Mission UNESCO en RPD de Corée (4-12 août 2000) pour épauler les efforts nationaux dans la préparation de la nouvelle liste indicative et de la proposition d'inscription de l'ensemble des tombes de Koguryo.
- *Conférence internationale sur la gestion du patrimoine culturel et l'aménagement urbain* à Beijing (5-7 juillet 2000).
- *Table ronde internationale de maires de villes du patrimoine mondial dotées de forteresses*, Suwon, (5-7 septembre 2000).
- Etude sur le patrimoine chinois de la fin du XIX^e et du XX^e siècle (2000).

- *Atelier régional de l'UNESCO sur la préparation de rapports sur l'état de conservation des sites du patrimoine culturel d'Asie*, Kyongju, République de Corée (11-13 juillet 2001).
- Le responsable du patrimoine mondial du Pacifique a effectué des missions aux Fidji, à Kiribati, Nauru, Niue, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga, aux Samoa et dans d'autres pays insulaires du Pacifique pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la *Convention* (2000-2001).

35. Pour l'**Amérique latine et les Caraïbes**, les activités suivantes ont été organisées :

- Réunion thématique régionale sur *Les paysages culturels d'Amérique centrale*, San José, Costa Rica (26-29 septembre 2000)
- Actes de l'*Atelier sur le patrimoine culturel des Caraïbes et la Convention du patrimoine mondial*, Martinique (1998), publiés en mai 2001.
- Préparation de la publication en espagnol de la réunion d'experts sur *Les paysages culturels de la région andine* (mai 1998).
- *Réunion d'experts sur les systèmes de plantations dans les Caraïbes*, Paramaribo, Suriname (juillet 2001).
- Séminaire sur *Le patrimoine naturel des Caraïbes*, Paramaribo, Suriname (18 au 20 février 2000).
- *Atelier sur la gestion des sites du bouclier guyanais*, Georgetown, Guyana (27 novembre-1^{er} décembre 2000).
- Atelier préparatoire en vue d'un *Cours régional de formation sur l'application de la Convention du patrimoine mondial et son rôle dans le développement durable et le tourisme*, Roseau, Dominique (janvier 2001)
- *Cours régional de formation sur l'application de la Convention du patrimoine mondial et son rôle dans le développement durable et le tourisme*, Roseau, Dominique (septembre 2001).

36. Pour l'*Europe orientale*, les activités de Stratégie globale ont été centrées sur les paysages culturels :

- Publication des actes de la *Réunion thématique régionale sur les paysages culturels d'Europe orientale*, Bialystok, Pologne (29 septembre-3 octobre 1999) en octobre 2000.
- *Réunion sur les paysages culturels de vignobles*, région de Tokay, Hongrie (11 au 14 juillet 2001).

37. Pour répondre aux déséquilibres et à la sous-représentation de certaines catégories de patrimoine sur la Liste du patrimoine mondial, les **pays nordiques** ont tenu plusieurs réunions pour discuter de la mise à jour de leur liste indicative, par exemple :

- *Réunion nordique sur les listes indicatives*, Copenhague, Danemark (octobre 2000).

38. S'agissant de la région **alpine**, deux activités ont été organisées :

- *Réunion thématique régionale d'experts sur les biens naturels potentiels du patrimoine mondial des Alpes*, Hallstatt, Autriche (18-22 juin 2000).
- Réunion complémentaire à Turin, Italie (4-7 juillet 2001)

IV. ETAT DE CONSERVATION DE BIENS INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

39. Reconnaissant l'importance du suivi et de la présentation de rapports sur l'état de conservation des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, le Comité du patrimoine mondial a commencé à mettre en œuvre un cycle de *soumission de rapports périodiques* sur six ans et il a poursuivi l'étude des rapports de *suivi réactif* en 2000 et 2001.

Soumission de rapports périodiques

40. La 29^e Conférence générale de l'UNESCO (1997) a adopté une résolution par laquelle elle a invité les Etats parties à la Convention du patrimoine mondial culturel et naturel à lui présenter, en application de l'article 29 de la Convention, (par l'intermédiaire du Comité du patrimoine mondial, par le biais de son Secrétariat, le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO) des rapports sur les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures adoptées pour l'application de la Convention ainsi que l'état de conservation des biens du patrimoine mondial situés sur leur territoire.

41. Pour répondre à cette demande, le Comité, à sa vingt-deuxième session (Kyoto, 1998), a rédigé un document intitulé *Format et notes explicatives pour le rapport périodique* et il a invité les Etats parties à soumettre des rapports périodiques tous les six ans.¹³ Le Comité, à sa vingt-troisième session (Marrakech, 1999), a décidé d'étudier les rapports périodiques des Etats parties région par région. Par suite de la modification du calendrier des réunions statutaires du patrimoine mondial mentionnée au paragraphe 8 ci-dessus, il est proposé d'ajuster ainsi le calendrier établi par le Comité :

Région	Examen des biens du patrimoine mondial inscrits jusqu'à et y compris	Année d'examen par le Comité (selon décision de 1999)	Année d'examen par le Comité (ajustée selon les modifications du calendrier des réunions)
Etats arabes	1992	2000	
Afrique	1993	2001	
Asie et Pacifique	1994	2002	2003
Amérique latine et Caraïbes	1995	2003	2004
Europe et Amérique du Nord	1996/1997	2004/2005	2005/2006

42. L'exercice de soumission de rapports périodiques est devenu une tâche essentielle pour les Etats parties, le Secrétariat, les organes statutaires du patrimoine mondial et les organes consultatifs du Comité du patrimoine mondial (UICN, ICOMOS et ICCROM). Il entretient une coordination et une coopération étroites entre tous les partenaires pour renforcer la mise en œuvre de la *Convention*.

43. A sa vingt-quatrième session (Cairns, 2000), le Comité a étudié le premier rapport périodique régional sur les Etats arabes. On peut en résumer ainsi les résultats :

¹³ <http://www.unesco.org/whc/fr/reporting/periodicfr.htm>

Nombre d' Etats parties de la région des Etats arabes ¹⁴	16
Nombre d'Etats parties possédant des biens du patrimoine mondial inscrits avant 1993	12
Nombre d'Etats parties ayant soumis des rapports périodiques ¹⁵	12
Nombre de biens du patrimoine mondial inscrits avant 1993 ¹⁶	44
Nombre de biens du patrimoine mondial sur lesquels des rapports ont été soumis	36

44. Le rapport régional (WHC-2000/CONF.204/7) a été présenté au Comité par M. Abdelaziz Daoulatli, Consultant pour la coordination des rapports périodiques dans la région arabe. Les principaux problèmes qui ont été identifiés sont les suivants :
- Absence de stratégies et de plans de gestion
 - Absence générale de documentation appropriée
 - Manque et, dans certains cas, absence de compétences professionnelles et techniques nécessaires
 - Ignorance de la Convention du patrimoine mondial et inconscience du grand public de l'existence ou de l'importance des sites du patrimoine mondial
 - Initiatives prises par les gouvernements centraux et non-engagement de la société civile, des ONG et du public
 - Gestion basée sur des méthodes empiriques et non sur des principes scientifiques et, par conséquent, absence d'indicateurs clés
 - Valeurs mal définies ou mal comprises.

Les recommandations suivantes ont été approuvées par le Comité :

- besoin d'harmonisation des listes indicatives de la région arabe
- limitation des nouvelles inscriptions tout en prenant en compte une représentation équitable des Etats parties et des catégories de biens
- concentration sur la conservation des sites déjà inscrits, et
- mise en place d'un service de suivi pour la région arabe, et de l'étude d'un Plan d'Action

Comme demandé par le Comité, le Centre a convoqué une réunion le 25 avril 2001 avec les Délégués permanents de la région arabe auprès de l'UNESCO afin de les informer des résultats de l'exercice du rapport périodique, et d'initier le processus d'élaboration du Plan d'Action ainsi que pour solliciter des financements auprès du fonds du patrimoine mondial et auprès de sources de financement extrabudgétaire. Le Plan d'Action, tel que décidé par le Comité, met l'accent sur :

- Le recensement de biens
- Les plans de gestion intégrée et de conservation
- Le suivi préventif

¹⁴Les Emirats arabes unis ont adhéré à la Convention en 2001

¹⁵ Un Etat partie, la Jamahiriya arabe libyenne, n'a soumis que la 2^e partie du formulaire de soumission de rapports périodiques

¹⁶44 y compris Jérusalem, site présenté par la Jordanie

- La promotion de la Convention et les programmes de sensibilisation sur les sites du patrimoine mondial
- La formation et la coopération internationale

Suivi réactif

45. Le Bureau et le Comité, lors des vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, ont étudié environ 65 rapports sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ainsi que sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

46. A la demande du Comité du patrimoine mondial (Marrakech, 1999), une réunion technique d'analyse d'études de cas sur *Le patrimoine mondial et les activités minières* s'est tenue au siège de l'UICN à Gland, Suisse, du 21 au 23 septembre 2000. Cette réunion, organisée en consultation avec le Conseil international sur les métaux et l'environnement (ICME), a passé en revue des études de cas sur plusieurs sites d'Indonésie, du Pérou, d'Espagne et d'Afrique du Sud. Le Comité (Cairns, 2000) a étudié le rapport de cette réunion technique et a approuvé la création d'un Groupe de travail sur le patrimoine mondial et l'exploitation minière pour poursuivre le travail en ce domaine.

Liste du patrimoine mondial en péril

47. En se fondant sur les rapports, le Comité a décidé d'inscrire sept sites sur la Liste du patrimoine mondial en péril au cours de la période considérée.

48. Les 30 biens actuellement sur la Liste du patrimoine mondial en péril (19 biens naturels et 11 biens culturels figurent à l'**Annexe I**). La réunion suivante a été organisée :

- *Le rôle du classement sur la Liste du patrimoine mondial en péril pour promouvoir la coopération internationale pour la conservation du patrimoine naturel mondial*, Amman, Jordanie (6-7 octobre 2000).

V. LE FONDS DU PATRIMOINE MONDIAL

(i) Contributions

49. Le paragraphe 4 de l'article 16 de la Convention du patrimoine mondial stipule que les contributions volontaires doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures aux contributions que les Etats parties auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

50. Au 31 mai 2001, les contributions reçues des Etats parties pour la période 2000-2001 s'élevaient à 3 771 669 dollars, dont :

- 2 455 244 dollars correspondaient à des contributions obligatoires et
- 1 316 425 dollars à des contributions volontaires
- Les contributions obligatoires encore exigibles pour 2000-2001 s'élèvent à 1 536 934 dollars et à 3 502 984 dollars, si l'on tient compte du montant total des contributions restant dues pour les années 2000-2001 et les années précédentes.
- Au 31 mai 2001, les réserves et soldes des fonds s'élèvent à 4 919 636 dollars.

(ii) Dépenses

51. Les budgets pour 2000 et 2001, approuvés par le Comité du patrimoine mondial respectivement à ses vingt troisième (Marrakech, décembre 1999) et vingt-quatrième (Cairns, décembre 2000) sessions sont présentés dans le tableau ci-dessous, ainsi que les dépenses correspondantes et le taux d'exécution (au 31 mai 2001 pour l'année 2001) :

	2000 (dollars EU)	2001 (dollars EU)
Fonds du Patrimoine mondial	5 000 000	4 348 000
Fonds de réserve d'urgence	600 000	600 000
Total	5 600 000	4 948 000
Dépenses	4 792 389	1 749 307
Taux d'exécution	85.6 %	35.4 %

(iii) Organes consultatifs

52. Pour fournir les services consultatifs nécessaires et les différents autres appuis aux activités de programme, les montants suivants ont été alloués aux organes consultatifs en 2000 et 2001, conformément à la Convention du patrimoine mondial :

	2000 (dollars EU)	2001 (dollars EU)
ICOMOS :		
Services consultatifs	495 000	430 000
Etudes thématiques	40 000	30 000
Suivi réactif	60 000	60 000
Total ICOMOS	595 000	520 000
UICN :		
Services consultatifs	355 000	325 000
Etudes thématiques	15 000	10 000
Coopération technique	60 000	50 000
Formation	30 000	30 000
Suivi réactif	56 500	56 500
Total UICN	516 500	471 500
ICCROM:		
Services consultatifs	85 000	46 000
Activités de formation	107 635	30 000
Africa 2009	80 000	80 000
Total ICCROM	272 635	156 500
Autres	20 000	20 000
TOTAL	1 404 135	1 168 000

(iv) Assistance Internationale du Fonds du Patrimoine mondial accordée aux Etats parties

53. Du 1^{er} janvier 2000 au 31 mai 2001, le Comité du Patrimoine mondial a octroyé 170 requêtes d'assistance internationale pour un montant de 4 149 021 dollars, sur un budget total

approuvé pour 2000 et 2001 de 6 185 000 dollars (3 230 000 dollars en 2000 et 2 955 000 dollars en 2001), ce qui a permis de fournir plusieurs types d'assistance internationale aux Etats parties comme indiqué ci-dessous :

Requêtes approuvées	2000 (dollars EU)	2001 (dollars EU)	Total 2000/2001 (dollars EU)
Assistance Préparatoire	325 000	267 644	592 644
Coopération Technique	1 050 073	204 007	1 254 080
Formation	980 000	488 040	1 468 040
Activités de Promotion	80 000	20 000	100 000
Assistance d'urgence	503 782	230 475	734 257
Total	2 938 855	1 210 166	4 149 021
Dépenses	2 594 497	574 040	3 168 537
Taux d'exécution	88.3 %	47.4 %	76.4 %

(a) **Assistance préparatoire** : A ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, le Comité du patrimoine mondial a alloué respectivement au titre de l'assistance préparatoire :

- 325 000 dollars pour 2000 et
- 350 000 dollars pour 2001.

Cette assistance a permis d'établir des listes indicatives de biens susceptibles d'être inscrits sur la Liste du patrimoine mondial et de préparer des dossiers de proposition d'inscription ou des projets. Elle a été fournie à 25 Etats parties ;

(b) **Coopération technique** : A ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, le Comité du patrimoine mondial a approuvé respectivement un budget de :

- 1 245 000 dollars pour 2000 et
- 965 000 dollars pour 2001.

Les projets approuvés figurent par région en Annexe II. 36 Etats parties ont bénéficié de cette assistance;

(c) **Formation** : Le Comité du patrimoine mondial, à ses vingt-troisième et vingt-quatrième sessions, a alloué pour les activités de formation:

- 980 000 dollars pour 2000 et
- 960 000 dollars pour 2001.

Le Comité a continué de privilégier la formation de groupe plutôt que l'attribution de bourses individuelles. La liste des activités de formation approuvées figure en Annexe II. Cette assistance a été attribuée à 31 Etats parties;

(d) **Activités promotionnelles sur les sites** :

- En 2000, un montant de 80 000 dollars a été alloué à des activités promotionnelles sur les sites, représentant la totalité du budget approuvé pour l'année;
- En 2001, un montant de 80 000 dollars a été prévu au budget pour cette activité au titre de laquelle 20 000 dollars ont été approuvés au 31.05.2001;

17 Etats parties ont reçu cette assistance en 2000 et 2001;.

(e) **Assistance d'urgence** : grâce à un Fonds de réserve d'urgence de 600 000 dollars approuvé pour 2000 et 2001, plusieurs interventions rapides ont permis de contribuer et de répondre à des cas d'urgence aussi bien pour le patrimoine culturel que pour le patrimoine naturel. L'ensemble des requêtes approuvées est de 503 782 dollars au 31 mai 2001.

- la mise en œuvre effective des projets approuvés pour 2000 s'est élevée à 460 146 dollars (10 Etats parties bénéficiaires);
- pour 2001, des demandes d'urgence d'un montant total de 230 475 dollars ont été approuvées (3 Etats parties bénéficiaires).

54. Une liste des 170 requêtes d'assistance internationale octroyées aux Etats Parties grâce au Fonds du Patrimoine mondial pendant cette période est indiquée en Annexe II.

VI. EXEMPLES D'AUTRES PARTENARIATS DU PATRIMOINE MONDIAL ET CONTRIBUTIONS EXTRABUDGETAIRES

(i) Partenariats

55. Le partenariat avec la **Fondation des Nations Unies (UNF)** de Washington, Etats-Unis d'Amérique, a généré un soutien financier de plus de 10 millions de dollars sous forme de subventions entre mai 1999 et mai 2001 pour des sites naturels du patrimoine mondial d'une importance mondiale pour la biodiversité. L'UNF a affecté une somme complémentaire de 5 à 8 millions de dollars pour la protection de sites classés et potentiels, par le biais du Secrétariat du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM) dépendant du PNUD, New York. Près de 40 sur les 75 à 80 sites de biodiversité du patrimoine mondial (sites répondants au critère (iv) de patrimoine naturel, y compris huit sites du patrimoine mondial en péril, ainsi que les cinq sites de la République démocratique du Congo, actuellement ravagée par la guerre) bénéficient du partenariat UNESCO-UNF. Ce partenariat va être consolidé et développé davantage au cours du prochain exercice biennal (2002-2003).

56. **L'Accord de coopération France-UNESCO** sur la protection du patrimoine monumental, urbain et naturel (signé en 1997) fournit un cadre de coopération technique entre les experts français et internationaux, notamment pour aider les Etats en développement à préparer leurs dossiers de propositions d'inscription et à renforcer les capacités nationales par le biais de projets opérationnels communs. Au cours de la période considérée, les contributions reçues et escomptées s'élèvent à 536 388 dollars, permettant de financer les frais de voyage et frais locaux de 51 activités de projets dans 32 Etats parties. Les projets mis au point dans le cadre de cet accord – notamment par l'intermédiaire de programmes de coopération décentralisée entre des villes françaises et six villes de six Etats parties – ont généré une somme supplémentaire de 16 millions de dollars de l'Union européenne, de l'Agence française de développement et du Ministère français des Affaires étrangères.

57. En 2000, le **Gouvernement japonais** a versé 300 000 dollars pour aider les Etats parties à préparer des listes indicatives et de nouvelles propositions d'inscription.

58. Une **Déclaration de coopération Italie-UNESCO** a été signée en mars 2001 pour soutenir la mise en œuvre de la *Convention du patrimoine mondial* en mettant à disposition des spécialistes pour promouvoir la Stratégie globale et les projets pilotes et renforcer la capacité du Centre du patrimoine mondial. Une somme de 693 542 dollars a été affectée pour 2001. Le Gouvernement italien a également versé 565 000 dollars pour les activités du Centre en 2000. Ces fonds ont été réservés à l'assistance préparatoire pour favoriser le renforcement des capacités et les propositions d'inscription au patrimoine mondial de régions sous-représentées d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

59. Un **Accord de coopération Espagne-UNESCO** doit être signé la seconde quinzaine de juin. Au titre de cet accord, des spécialistes de l'administration espagnole centrale et locale

devraient être mobilisés – essentiellement mais pas exclusivement – au profit des Etats parties hispanophones.

(ii) Réseaux, bureaux et autres types de coopération

60. Le **Bureau japonais du patrimoine mondial**, entité du Centre culturel asiatique pour l'UNESCO (ACCU, Japon) a été créé en novembre 1999. Un programme régional de formation sur plusieurs années a été mis au point depuis pour renforcer les compétences en gestion de la conservation de sites archéologiques et urbains.

61. La coopération avec l'**Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)** s'est poursuivie avec plusieurs activités, notamment :

- Une réunion à Safranbolu, Turquie (septembre 2000)
- La *Conférence des maires des villes du patrimoine mondial des Amériques* (avril 2001)

62. La toute première *Conférence internationale sur le rôle de l'administration locale dans la conservation du patrimoine naturel mondial* s'est tenue en mai 2000 à Kagoshima, Japon.

63. Les activités du **Réseau régional de gestionnaires du patrimoine mondial d'Asie du Sud-est, du Pacifique, d'Australie et de Nouvelle-Zélande** se sont poursuivies et ont été notamment marquées par :

- La *Troisième réunion du Réseau régional de gestionnaires du patrimoine mondial*, Parc national de Tongariro, Nouvelle-Zélande (octobre 2000).

64. **Bureau nordique du patrimoine mondial (NWHO)**

Le Bureau nordique du patrimoine mondial à Oslo (NWHO) a été créé en 1996 pour une période initiale de trois ans, conformément à un accord entre l'UNESCO et le Gouvernement norvégien. Cette période a été prorogée pour trois autres années selon un accord révisé en 1999. Conformément à l'accord révisé, une évaluation externe des activités du NWHO a été menée. L'équipe d'évaluation a proposé que le Bureau soit établi sur une base permanente.

Au cours de la période 1999-2001, le Bureau a prêté assistance avec succès à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial dans la région des pays nordiques et a également fourni une assistance technique et financière aux projets réalisés en Afrique et dans les pays baltes, pour la préparation de propositions d'inscription, de listes indicatives et de séminaires. Par ailleurs, le NWHO a organisé une réunion à Copenhague en coopération avec les autorités danoises pour discuter du suivi des pays nordiques au *Rapport nordique 1996*, qui traitait de l'harmonisation des listes indicatives. Le NWHO, avec le financement des pays nordiques, développe un outil technique basé sur l'Internet pour aider les Etats parties à préparer les Rapports périodiques sur l'application de la Convention du patrimoine mondial.

VII. DOCUMENTATION, INFORMATION, COMMUNICATION ET EDUCATION RELATIVES AU PATRIMOINE MONDIAL

65. La mise en œuvre du Plan stratégique de 1998 pour les activités de documentation, d'information et d'éducation s'est poursuivie, en insistant sur l'amélioration des capacités de sensibilisation du Centre du patrimoine mondial. Les efforts ont essentiellement porté sur la

conversion de la documentation du Centre du patrimoine mondial au format électronique et à sa mise à disposition par le biais du site Internet du patrimoine mondial¹⁷ Un responsable confirmé de l'information sur le patrimoine mondial a été recruté et une *Stratégie de gestion de l'information sur le patrimoine mondial* a été mise au point. Cette stratégie couvre non seulement les besoins du Centre mais est également centrée sur les services à fournir aux Etats parties et sur le fait que le Centre doit devenir une plaque tournante de l'acquisition et de la diffusion de l'information sur le patrimoine mondial.

66. La *Carte du patrimoine mondial*, le *Kit d'information sur le patrimoine mondial*, la *brochure sur le patrimoine mondial* et le bulletin électronique *WHNEWS* ont continué à être publiés. *La Lettre du patrimoine mondial* a adopté une nouvelle formule et la *Revue du patrimoine mondial* est devenue bimestrielle au lieu de trimestrielle.

67. Des efforts ont également été faits pour créer des outils d'information du public, en mettant notamment l'accent sur certains aspects du cycle de conservation du patrimoine mondial. C'est ainsi, par exemple, que de la documentation sur la soumission des listes indicatives par les Etats parties et sur le rôle de la Liste du patrimoine mondial en péril sont maintenant disponibles.

68. Afin d'aider les Etats parties, deux autres nouveaux outils ont été créés pour seconder tout spécialement l'administration nationale et locale, ainsi que les gestionnaires de sites. Premièrement, une *Brochure sur la soumission de rapports périodiques* a été conçue pour guider l'administration nationale et locale dans cet important exercice. Deuxièmement, un film documentaire de 14 minutes sur le processus de conservation du patrimoine mondial a été produit pour diffusion aux sites du patrimoine mondial, utilisation comme module de formation et moyen de communication avec la population locale et les touristes.

Le Projet spécial de l'UNESCO : *Participation des jeunes à la préservation et la promotion du patrimoine mondial*

69. Lancé par l'UNESCO en 1994 par le Réseau des Ecoles associées (Secteur de l'Education) et le Centre du patrimoine mondial, ce Projet spécial a abouti à la mise au point d'un nouveau concept éducatif et à l'organisation de nombreux événements importants destinés aux jeunes. Bénéficiant de l'appui de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), ce Projet spécial s'avère être l'un des projets phares les plus réussis que l'UNESCO ait lancés pour les jeunes : plus de 130 Etats membres y participent actuellement.

70. En 2000, plus de 130 Etats membres ont activement participé à l'expérimentation et à l'adaptation du Kit éducatif destiné aux enseignants intitulé *Le patrimoine mondial aux mains des jeunes* (actuellement publié en anglais, français, espagnol, arabe, russe et japonais). Les commissions nationales pour l'UNESCO préparent vingt autres traductions du kit et une version sera disponible sur l'Internet en 2001.¹⁸ L'organisation de forums régionaux de jeunes sur le patrimoine mondial dans le Pacifique (Cairns, Australie, novembre 2001) et en Amérique latine (Lima, Pérou, mars 2001), et d'un Forum international de jeunes sur le patrimoine mondial en Suède (Karlskrona, septembre 2001) ont permis de renforcer les stratégies régionales et nationales d'éducation relative au patrimoine mondial. Une évaluation externe du Projet menée en 2001 va établir des directives pour l'élaboration future d'une politique générale en matière d'éducation relative au patrimoine mondial.

¹⁷ www.unesco.org/whc/education

¹⁸ www.unesco.org/whc/education



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture



Centre du Patrimoine Mondial
World Heritage Centre

WHC.97/4
Janvier 2001

BIENS INSCRITS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL EN PÉRIL PAR
DÉCISION DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

État partie ayant soumis la proposition d'inscription du bien conformément à la Convention	Nom du Bien	Date de l'inscription
--	-------------	-----------------------

Albanie	Butrinti	6/12/1997 Naples, 21e session du Comité
Benin	Palais royaux d' Abomey	6/12/1985 Paris, 9e session du Comité
Brésil	Parc national d'Iguaçu	30/11/1999 Marrakech, 23e session du Comité
Bulgarie	Réserve naturelle de Srebarna	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Cambodge	Angkor	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Equateur	Parc national de Sangay	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Etats-Unis d'Amérique	Parc national des Everglades	11/12/93 Carthagène, 17e session du Comité
Etats-Unis d'Amérique	Yellowstone	11/12/93 Carthagène, 17e session du Comité

Ethiopie	Parc national du Simien	7/12/1996 Merida, 20e session du Comité
Guinée/Cote d'Ivoire	Réserve naturelle du Mont Nimba	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Honduras	Réserve de la Biosphere Rio Platano	7/12/1996 Merida, 20e session du Comité
Inde	Sanctuaire de faune de Manas	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Inde	Ensemble monumental de Hampi	30/11/1999 Marrakech, 23e session du Comité
Jérusalem (site proposé par la Jordanie)	La vieille ville de Jérusalem et ses remparts	17/12/1982 Paris, 6e session du Comité
Mali	Tombouctou	12/12/1990 Banff, 14e session du Comité
Niger	Parc naturel Aïr et du Ténéré	14/12/1992 Santa Fe, 16e session du Comité
Oman	Fort de Bahla	9/12/1988 Brasilia, 12e session du Comité
Ouganda	Monts Rwenzori	30/11/1999 Marrakech, 23e session du Comité
Pakistan	Fort et jardins de Shalimar à Lahore	2/12/2000 Cairns, 24e session du Comité
Pérou	Zone archéologique de Chan Chan	28/11/1986 Paris, 10e session du Comité
République centrafricaine	Parc national du Manovo-Gounda St. Floris	6/12/1997 Naples, 21e session du Comité
République démocratique du Congo	Parc national des Virunga	17/12/1994 Phuket, 18e session du Comité
République démocratique du Congo	Parc national de la Garamba	7/12/1996 Merida, 20e session du Comité
République démocratique du Congo	Parc national de Kahuzi-Biega	6/12/1997 Naples, 21e session du Comité

République démocratique du Congo	Réserve de faune à okapis	6/12/1997 Naples, 21e session du Comité
République démocratique du Congo	Parc national de la Salonga	30/11/1999 Marrakech, 23e session du Comité
Sénégal	Parc national des oiseaux du Djoudj	2/12/2000 Cairns, 24e session du Comité
Tunisie	Parc national d'Ichkeul	7/12/1996 Merida, 20e session du Comité
Yémen	Ville historique de Zabid	2/12/2000 Cairns, 24e session du Comité
Yougoslavie	Contrée naturelle et Culturo- historique de Kotor	26/10/1979 Louxor, 3e session du Comité

Voir aussi: <http://www.unesco.org/whc/fr/peril.htm>

**2000-2001 International Assistance:
Approved Requests as at 31 May 2001**

Preparatory Assistance

natural sites (N), cultural (C) and mixed (M)

2000

Africa

Botswana	Preparation of Nomination for Tsolido to the World Heritage List	C	19 904
Gambia	Preparation of nominations for James Island, Albreda and Juffureh, Fort Bullen and the Six Guns Bastion at Banjul, related to the Slave Trade to the World Heritage List	C	30 000
Guinea	Relance de la Convention du Patrimoine mondial en République de Guinée	C	30 000
Kenya	Preparation for nomination file for "Great Rift Valley Lakes System": Lakes Nakuru and Naivasha National Parks and Lake Bogoria National Reserve	N	30 000
Kenya	Lamu: Preparation of a nomination file	C	15 924
Madagascar	Préparation d'un dossier d'inscription pour la Colline Royale d'Ambohimanga	C	18 300
Togo	Etablissement d'une liste indicative de biens culturels et naturels	C	18 505
United Republic of Tanzania	Preparation of a nomination to the World Heritage List for the Kondoa Irangi Rock Art Paintings	C	7 000
Sub-total Africa			169 633

Arab States

Egypt	Revision of the nomination file of St Catherine Area, south Sinai as Mixed Cultural/Cultural Landscape and Natural World Heritage Site	M	19 500
Morocco	Preparation of Nomination File for Aghbar - Toubkal National Park for World Heritage List	N	15 000
Sub-total Arab States			34 500

Asia and the Pacific

China	Expert meeting for the harmonization of nominations of historic towns within the same geo-cultural area in Jiangsu and Zhejiang provinces of China	C	20 000
Democratic People's Republic of Korea	Preparation of a Tentative List of Potential Cultural World Heritage sites in the Democratic People's Republic of Korea and the Koguryo Tombs group nomination (<i>US\$4700 not implemented</i>)	C	30 000
India	Preparation of the tentative list format and nomination dossier of Padmanabhapuram Palace, Tamil Nadu, India. <i>Not implemented in 2000; postponed to 2001.</i>	C	16 362
Papua New Guinea	Site demarcation and preparation of nomination for Bobongara, Huon Peninsula	M	30 000
Sub-total Asia and the Pacific			96 362

Latin America and the Caribbean

Chile	Preparation of a nomination for Torres del Paine National Park	N	9 505
Guatemala	Preparatory Assistance for the elaboration of a Tentative List of Cultural and Natural properties	M	15 000

Sub-total Latin America and the Caribbean 24 505

16 requests	Total Preparatory Assistance 2000	325 000
--------------------	--	----------------

2001

Africa

Mali	Préparation d'un dossier d'inscription pour le Tombeau des Askia à Gao	C	30 000
Mozambique	Technical Assistance for preparing the nomination of rao coastal areas of Mozambique	N	20 000
Namibia	Preparation of a Tentative List for the Namibian Cultural and Natural Heritage	M	18 000
Niger	Préparation d'un dossier d'inscription du site de l'Aïr et du Ténéré en tant que site mixte (déjà classé site naturel)	M	15 000
United Republic of Tanzania	Preparation of a nomination to the World Heritage List for the Kondoa Irangi Rock Art Paintings	C	30 000
Sub-total Africa			<u>113 000</u>

Arab States

Egypt	Ras Mohammed Coastal Area South Sinai, Egypt	N	15 000
Yemen	Preparation of Tentative List of Yemen	C	20 000
Sub-total Arab States			<u>35 000</u>

Asia and the Pacific

Democratic People's Republic of Korea	Preparation of a Tentative List of Potential Cultural W H sites in the Democratic People's Republic of Korea and the Koguryo Tombs group nomination (<i>not fully implemented in 2000</i>)	M	4 700
India	Contribution to the Preparation of a Project for Promoting Co-operation between the Sunderbans National Park (India) and The Sunderbans (Bangladesh)	N	20 000
Kyrgyzstan	Preparation of the nomination of Cholpon-Ata Petroglyphs in the Issyk-Kul Basin	M	23 100
Philippines	Sub-regional expert meeting for the preparation of the World Heritage nomination file of the Batanes Archipelago and Ivatan Archaeological Landscape in the Philippines	M	30 000
Sub-total Asia and the Pacific			<u>77 800</u>

Central and Eastern Europe

Azerbaijan	Preparatory Assistance for the Temple of Ateshyakh in Surakhany, Azerbaijan	C	8 094
Sub-total Central and Eastern Europe			<u>8 094</u>

Latin America and the Caribbean

Grenada	Preparation of a tentative list and nominations to the World Heritage List of cultural and natural properties in Grenada	M	18 750
Peru	Background studies and preparation of nomination dossier for the Historic Centre of Trujillo	C	15 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			<u>33 750</u>

14 requests	Total Preparatory Assistance 2001	267 644
--------------------	--	----------------

30 requests	Total Preparatory Assistance 2000-2001	592 644
--------------------	---	----------------

Technical Cooperation

natural sites (N), cultural (C) and mixed (M)

2000

Africa

Côte d'Ivoire	Technical Cooperation support for Participative management for sustainable Development of Comoe National Park	N	50 000
Ghana	Documentation research for the World Heritage Site "Forts and Castles of Ghana". <i>1999 request implemented for US\$30,000 in 1999. Balance of US\$10,000 from 2000.</i>	C	10 000
Ghana	Creation of a Documentation Centre for Forts & Castles of Ghana	C	30 000
Guinea	Evaluation mission to mount Nimba World Heritage site inscribed in the List of World Heritage in Danger, and Institutional support to the Centre for the Mount Nimba environment	N	30 000
Kenya	Management Plan Project: "Sibiloï/Central Island National Parks World Heritage Site Management Plan"	N	25 300
Kenya	Management Planning Proposal for " Mount Kenya National Park/Natural Forest World Heritage Site Management Plan"	N	25 000
Niger	Action plan for the implementation of Urgent rehabilitation programme for Air and Tenere Natural Reserve of Niger. <i>Not implemented in 1999, nor in 2000; postponed to 2001.</i>	N	12 000
Seychelles	Aldabra scientific workshop	N	20 000
United Republic of Tanzania	Cooperation for development of natural heritage sites in the United Republic of Tanzania (Kilimanjaro, Ngorongoro and Serengeti National Parks). <i>Postponed to 2001.</i>	N	30 000
Zimbabwe	Purchase of equipment for Khami Ruins National Monument	C	50 300
Sub-total Africa			282 600

Arab States

Egypt	Rehabilitation Programme for Islamic Cairo	C	80 000
Lebanon	Restoration works in the site of Ouadi Quadisha and the Forest of the Cedars of God.	C	35 000
Syrian Arab Republic	Conservation Project for the Ancient City of Damascus (<i>Request 99-14 approved by the Committee on 5/12/98 but not implemented in 1999.</i>)	C	30 000
Yemen	Studies for the preservation of the Gardens of the old city of Sana'a	C	20 000
Sub-total Arab States			165 000

Asia and the Pacific

Japan	Support to the Organisation of third annual course on Multi-Lateral Agreements for Biodiversity Conservation, 10-16 Nov. 2000, Kushiro, Japan.	N	11 785
Japan	Support to selected participants from Asia Pacific	N	25 700

	States Parties for attending the Kaoshima International Conference on World Natural Heritage (KICWNH), May 2000		
Mongolia	Preparation of a nomination of the Khovsgol Lake Tsaatan Shamanistic Landscape	M	19 900
Nepal	Reproduction of the Joint Mission Report on the State of Conservation of Kathmandu Valley (<i>Request 99-137 not fully implemented in 1999</i>).	C	2 327
Nepal	Support for the Organization of an International Scientific Meeting to assess the Restoration and Conservation Needs of the Maya Devi Temple, Lumbini	C	20 000
Pakistan	Archaeological, soil and design research and the preparation of a planting plan for the Shalamar Gardens, for preparing a restoration plan.	C	10 000
RARE Center/UNEP	Support to the participation of World Heritage site managers at the UNEP/WTO International Conference on Sustainable Tourism in the Islands of the Asia-Pacific Region, Hainan, China	N	20 000
Turkmenistan	Technical support for the monitoring of principle earthen architectural monuments within Ancient Merv (<i>only USD 25,310 implemented in 2000</i>)	C	30 000
Viet Nam	Workshop for Strengthening the Capacity of Ha Long Bay Management Authority proposal	N	14 508
	Sub-total Asia and the Pacific		154 220
Central and Eastern Europe			
Georgia	Study and Development of the Mtskheta Heritage and Tourist Master Plan (<i>not implemented in 2000</i>)	C	35 000
Latvia	Restoration of the Interior of the Reutern House, Old Riga	C	25 000
Latvia	Regional Seminar on Authenticity and Reconstruction Work	C	25 000
Latvia	Digitizing Works on Computers for all existing Utilities Networks located in 15 hectares of the Old Town of Riga	C	27 000
Lithuania	Vilnius Old Town Revitalisation Programme (Lithuania)	C	10 000
Poland	Experts Meetings for the Strategic Governmental Programme for Auschwitz	C	10 000
Ukraine	The Church of the Savoir at Berestove, Environmental Data Acquisition System	C	19 970
	Sub-total Central and Eastern Europe		151 970
Europe and North America			
Turkey	Completion of the documentation of the buildings and monuments within the city walls of Istanbul	C	35 208
	Sub-total Europe and North America		35 208
Global			
ICCRROM	Preparation and publication of the "Management Guidelines for Cultural Landscapes"	M	20 000
IUCN	"Africa 2002" - Support to World Heritage site managers and professionals to participate at the 3rd International Conference of the International Ranger Federation (IRF)	N	30 000
IUCN	"Africa-2002" - Workshop on the use of World Heritage in Danger Listing as an instrument for international cooperation for natural heritage conservation	N	30 000
	Sub-total Global		80 000

Latin America and the Caribbean

Brazil	Organization of the sixth DOCOMOMO International Conference in Brasilia	C	12 000
Chile	Preparation of a nomination for Torres del Paine National Park	N	2 495
Colombia	Technical Co-operation request for the Integral Conservation of the Cloister of San Pedro Claver in Cartagena de Indias	C	60 000
Costa Rica	Biodiversity protection of Cocos Island World Heritage site	N	20 000
Cuba	Consolidation and rehabilitation of the third cloister of the Convent of Santa Clara, Havana	C	30 000
Guyana	Finalization of Site Nomination Document on Kaieteur National Park (Guyana)	N	6 000
Guyana	Subregional Workshop on the management of natural sites in the Guyana Shield (23-26 November 2000, Georgetown and Kaieteur Falls, Guyana)	N	20 000
Mexico	Technical Co-operation for the organization of a Seminar on Historic City Centres in Latin America	C	10 580
Peru	Preparation of a masterplan for the City of Cuzco	C	20 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			181 075

43 requests	Total Technical Co-operation 2000	1 050 073
--------------------	--	------------------

2001

Africa

Central African Republic	Project for "Long-term Conservation of the Manovo-Gounda-St. Floris National Park and other National Park (Phase I): Assessment of the state of Conservation and rehabilitation Plan"	N	20 000
Guinea	Réunion tripartite Guinée-Côte d'Ivoire-Libéria sur les Monts Nimba	N	20 000
Niger	Action plan for the implementation of Urgent rehabilitation programme for Air and Tenere Nature Reserve (Niger) - <i>Approved by Chairperson 29/10/99 (not implemented in 1999, nor in 2000)</i>	N	20 000
Sub-total Africa			60 000

Arab States

Egypt	Seminar on Desert Landscapes and Oasis Systems in the Arab Region, Kharga Oasis, Egypt, 28 April-2 May 2001	M	10 000
Sub-total Arab States			10 000

Asia and the Pacific

Viet Nam	Hue Heritage House	C	9 800
Sub-total Asia and the Pacific			9 800

Central and Eastern Europe

Slovakia	Safeguarding the Medieval Mural Paintings of the Church of the Holy Spirit in Zehra	C	20 000
Sub-total Central and Eastern Europe			20 000

Latin America and the Caribbean

Costa Rica	Education and Protection in the Conservation Area of Guanacaste	N	40 000
------------	---	---	--------

Cuba	Continuation of the consolidation and rehabilitation of the ruinous Third Cloister of Santa Clara's Convent in Old Havana, Cuba	C	35 000
Dominican Republic	Study on Cultural Tourism in the Historic Centre of Santo Domingo	C	24 207
Peru	Request for a stone specialist for the assessment of necessary restoration work on the stone sculpture Intihuatana, Machu Picchu	M	5 000
Sub-total Central and Eastern Europe			104 207

10 requests	Total Technical Co-operation 2001	204 007
--------------------	--	----------------

53 requests	Total Technical Co-operation 2000-2001	1 254 080
--------------------	---	------------------

Training

natural sites (N), cultural (C) and mixed (M)

2000

Africa

Cameroon	3 Training Fellowships at the School for the Training of Wildlife Specialists, Garoua, Cameroon for the Academic Biennium 1999 to 2001; <i>USD45,000 approved for 1999 and 2000; (USD20,540)</i>	N	24 460
Gabon	Capacity-building seminar on nature protection and the identification of natural sites for nomination in the World Heritage List	N	20 000
ICCROM	Africa 2009, Conservation of Immoveable Cultural Heritage in Sub-Saharan Africa	C	80 000
Madagascar	Establishing biodiversity conservation programme for cluster nominated sites in Madagascar	N	30 000
United Republic of Tanzania	Three fellowships for African specialists in Protected Area/Wildlife Management for the Academic Year 2000 - 2001	N	30 000
Sub-total Africa			184 460

Arab States

Oman	Regional Capacity-Building Training Workshop for the Promotion of Awareness in Natural Heritage Conservation	N	40 000
Syrian Arab Republic	Seminar on the cultural tourism, the sustainable development and the management of the World Heritage Sites	C	35 000
Tunisia	International symposium on the World Heritage site of Carthage	C	40 000
Sub-total Arab States			115 000

Asia and the Pacific

Central Asian Republics	Training for nomination of natural and mixed properties as World Heritage in Central Asia (<i>resubmitted to the Chairperson's approval on 28/02/00 and approved on 6/03/00</i>)	M	29 440
China	Training Course on Using GIS for the Preservation and Management of Historic and Cultural Sites in China	C	30 000
China	Training Programme for site managers of World	C	2 000

ICCROM	Heritage Cities in China--Consolidation of the International Conference for Mayors of Historic Cities in China and the European Union Regional Training Workshop for Urban Conservation in Luang Prabang	C	39 125
Japan	Support to the Organization of third annual course on Multi-Lateral Agreements for Biodiversity Conservation, 10-16 November 2000, Kushiro, Japan.	N	8 215
Lao People's Democratic Republic	On-site training in Archaeological Survey and Documentation	C	30 000
Nepal	Culture, Heritage Management and Tourism: Models for Co-operation Among Stakeholders. Workshop organized in order to elaborate models of co-operation	C	17 000
Nepal	IUCN/WCPA South Asia Workshop on Protected Areas	N	20 000
New Zealand	The Third Meeting of the regional Network Management of World Heritage in Southeast Asia, Pacific, Australia and New Zealand	M	20 000
Regional	Global Strategy meeting in South-East Asia (Toraja, Indonesia, Sept.-Oct. 2000)	C	30 000
Republic of Korea	Participation of LDC/LIC representatives in Conference on World Heritage Fortress Cities in Suwon	C	20 000
Uzbekistan	Training Workshop in the Preparation of World Heritage Nomination Files on Urban Heritage Sites, concerning the cities of Taskhent, Samarkand, and Shakhrysbz	C	30 000
Sub-total Asia and the Pacific			275 780
Central and Eastern Europe			
Hungary	Integrated Urban Conservation Training Workshop and Seminar for Central European Historic City Managers	C	33 840
Sub-total Central and Eastern Europe			33 840
Global			
ICCROM	ARC Laboratory Handbook	M	19 700
ICCROM	Survey of cultural heritage training assistance requests made to the World Heritage Committee	M	5 000
ICCROM	ICCROM request to recover a part of costs associated with provision of its services to the World Heritage	C	85 000
IUCN	Technical workshop on World Heritage and mining.	N	15 920
IUCN	Contributions to services of IUCN to support the Implementation of the Strategic Action Plan for Training Specialists in Natural Heritage	N	30 000
RARE Center/UNEP	Support to site-staff and State Party representatives to attend workshop on sustainable tourism and biodiversity, 11-12 May 2000, UNEP, Paris, France	N	20 000
Sub-total Global			175 620
Latin America and the Caribbean			
Brazil	Symposium on "Geological Heritage and UNESCOs World Heritage List", 7 to 8 August 2000, during the 31 International Geological Congress, Rio de Janeiro, Brazil	N	20 000
Brazil	Evaluation of regional training programme in heritage preservation (CECRE) at Federal	C	14 800

Brazil	University of Bahia (Brazil) Training course for Managers of World Heritage Sites	N	30 000
Costa Rica	CATIE XXIIth International Protected Area Course (3 May to 2 June 2000)	N	20 000
Dominica	Assistance to prepare training course on Cultural Heritage for English, French and Dutch speaking Caribbean	C	15 000
ICCROM	Proposal to hold partners/experts meeting to develop Latin American World Heritage Cities training strategy and implementation programme	C	15 700
ICCROM	Proposal to hold Caribbean risk preparedness training workshop	C	31 800
United States of America	Management of Wildlands and Protected Area Course for Latin Americans (2000)	N	18 000
Venezuela	Awareness building workshop at Canaima National Park	N	30 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			195 300
36 requests	Total Training 2000		980 000

2001

Africa			
Cameroon	Three fellowships for African specialists in Protected Area/Wildlife Management for the Academic Year 2001 - 2002	N	45 000
ICCROM	Africa 2009, Conservation of Immovable Cultural Heritage in Sub-Saharan Africa	C	80 000
Niger	Capacity Building for Lake Malawi National Park	N	37 094
United Republic of Tanzania	Three fellowships for African specialists in Protected Area/Wildlife Management for the Academic Year 2001- 2002	N	30 000
Zambia	National Workshop on the conservation of Victoria Falls/Mosi-Oa-Tunya for Sustainable Development	N	9 050
Zimbabwe	National meeting on the Conservation of the Victoria Falls/Mosi-Oa-Tunya World Heritage site	N	7 496
Sub-total Africa			208 640
Arab States			
Egypt	Seminar on Desert Landscapes and Oasis Systems in the Arab Region, Kharga Oasis, Egypt, 28 April-2 May 2001	M	20 000
Syrian Arab Republic	Atelier national de formation sur les conséquences et les implications issues des rapports périodiques arabes et plus particulièrement celles relatives au cas syrien.	C	11 000
Sub-total Arab States			31 000
Asia and the Pacific			
Indonesia	International Training Course on the Preservation, Conservation and Management of Zhoukoudian (China) and Sangiran, Solo, Indonesia	C	20 000
Pakistan	Training Course for physical, chemical and biological technical analysis of the problems related to the conservation of brick & stone archaeological monuments.	C	22 000
Republic of Korea	Asia-Pacific Regional Training Workshop on the World Cultural Heritage Monitoring System for the Preparation of Periodic Reports	C	20 000
Sub-total Asia and the Pacific			62 000

Central and Eastern Europe

Slovakia	Training activity: Use of Traditional Materials in Historical Houses and Historical Settings	C	19 500
Sub-total Central and Eastern Europe			19 500

Global

ICCROM	World Heritage Training Kits	M	30 000
ICCROM	Support Activities to World Heritage Convention	C	46 000
IUCN	Support to participation of IUCN experts in training activities and the implementation and review of the strategic action plan for natural heritage specialists.	N	30 000
Sub-total Global			106 000

Latin America and the Caribbean

Costa Rica	CATIE XXIII th International Protected Area Course (25 April to 26 May 2001)	N	20 000
Mexico	Course on Conservation and Management of Archaeological Sites in the Humid Tropics	C	20 900
Mexico	International Course on the Protection of Cultural Heritage in Case of Disasters	C	20 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			60 900

18 requests	Total Training 2001	488 040
--------------------	----------------------------	----------------

54 requests	Total Training 2000-2001	1 468 040
--------------------	---------------------------------	------------------

Promotional Assistance on sites

natural sites (N), cultural (C) and mixed (M)

2000

Africa

Ethiopia	Exposition sur le patrimoine culturel éthiopien	C	5 000
Seychelles	Water, Source of Life: promotion of World Heritage at EXPO 2000 (Hannover, Germany)	N	10 000
Sub-total Africa			15 000

Arab States

Algeria	Publication of "Croquis of the Old Algiers"	C	5 000
Lebanon	Publication of "the inscriptions and the architecture in the Islamic monuments of the city of Tripoli in the Mamluk dynasty"	M	5 000
Mauritania	Architectural models of the ancient cities in Mauritania (Chinguetti and Ouadane) in EXPO 2000 in Hanover.	C	5 000
Syrian Arab Republic	International Congress on the Architectural Heritage in Bethlehem on 15 - 19 October 2000	C	5 000
Sub-total Arab States			20 000

Asia and the Pacific

Lao People's Democratic Republic	Translation and production of the World Heritage Education Kit in Laotian and organization of a National Workshop for trainers and teachers in support of World Heritage Education	M	5 000
Republic of Korea	Publication of 'Illustrated World Heritage Fortress Cities'	C	10 000
Uzbekistan	National Teacher Training Workshop on the UNESCO World Heritage Education Kit in Uzbekistan	M	5 000
Viet Nam	Dissemination of World Heritage Education Kit in Viet Nam and organization of Training Workshop for trainers and teachers in the field of World Heritage management and education	M	5 000
Sub-total Asia and the Pacific			25 000

Central and Eastern Europe

Lithuania	Computer equipment for the OTRA-Information Centre in the Old Town of Vilnius, Lithuania	C	5 000
Sub-total Central and Eastern Europe			5 000

Latin America and the Caribbean

Costa Rica	Production of a WH medal of Isla del Coco	N	5 000
El Salvador	"Image and Communication" for the archaeological site of Joya de Cerén	C	5 000
Saint Kitts and Nevis	Symposium and Inscription Ceremony of the Brimstone Hill Fortress	C	5 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			15 000

14 requests	Total Promotional Assistance on sites 2000	80 000
--------------------	---	---------------

2001**Africa**

Madagascar	Séminaire de sensibilisation à la Stratégie Globale pour l'Océan indien	M	5 000
Sub-total Africa			5 000

Arab States

Tunisia	International Congress on the Architectural Heritage in Paris on 10-12 September 2001	C	5 000
Sub-total Arab States			5 000

Asia and the Pacific

Nepal	First International Youth Festival of World Heritage Cities.	M	5 000
Viet Nam	Introduction of World Heritage and the Promotion of World Heritage Education in UNESCO ASP and other schools in Viet Nam.	M	5 000
Sub-total Asia and the Pacific			10 000

4 requests	Total Promotional Assistance on sites 2001	20 000
-------------------	---	---------------

18 requests	Total Promotional Assistance on sites 2000-2001	100 000
--------------------	--	----------------

Emergency Assistance

natural sites (N), cultural (C) and mixed (M)

2000

Africa

Congo, Democratic Rep. of	Emergency assistance to World Natural Heritage of the democratic Republic of the Congo	N	48 000
Niger	Action plan for the implementation of Urgent rehabilitation programme for Air and Tenere Natural Reserve of Niger	N	76 250
Sub-total Africa			124 250

Arab States

Mauritania	Restoration of the site of Tichitt	C	6 000
Mauritania	Conservation of the Minaret of the Oasis of Ouadane (<i>US \$ 3,932 spent in 1998, balance of funds of US \$ 46,068 not used in 1999</i>)	C	46 068
Sub-total Arab States			52 068

Asia and the Pacific

Viet Nam	Emergency assistance for Hoi An and Hue following the flood damage in November 1999	C	50 000
Sub-total Asia and the Pacific			50 000

Central and Eastern Europe

Hungary	Emergency Assistance for the Hortobágy National Park	C	50 000
Lithuania	Emergency assistance for the protection of the transboundary cultural-natural site "Curonian Spit"	M	30 000
Russian Federation	Emergency assistance for the protection of the transboundary cultural-natural site "Curonian Spit"	M	20 000
Sub-total Central and Eastern Europe			100 000

Europe and North America

Turkey	Conservation work of the Mosaics at Hagia Sophia damaged by the Earthquake on 17 August 1999	C	30 000
Sub-total Europe and North America			30 000

Latin America and the Caribbean

Guatemala	Clean-up and preventive measures in Antigua Guatemala	C	20 216
Guatemala	Emergency Assistance for the rehabilitation of the archaeological site of Quirigua	C	27 248
Mexico	Emergency measures to repair and consolidate the Monastery of Tochimilco, Puebla, damaged by an earthquake in south-central Mexico (Detailed budget approved by Chairperson on 12/06/00)	C	100 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			147 464

12 requests	Total Emergency Assistance 2000	503 782
--------------------	--	----------------

2001**Africa**

Senegal	Lutte contre le <i>Salvinia molesta</i> dans le delta du fleuve du Sénégal	N	130 475
Sub-total Africa			130 475

Asia and the Pacific

Pakistan	Fort and Shalamar Gardens, Lahore	C	50 000
Sub-total Asia and the Pacific			50 000

Latin America and the Caribbean

Ecuador	Emergency assistance request for Galapagos Islands (Ecuador)	N	50 000
Sub-total Latin America and the Caribbean			50 000

3 requests	Total Emergency Assistance 2001	230 475
-------------------	--	----------------

15 requests	Total Emergency Assistance 2000-2001	734 257
--------------------	---	----------------